

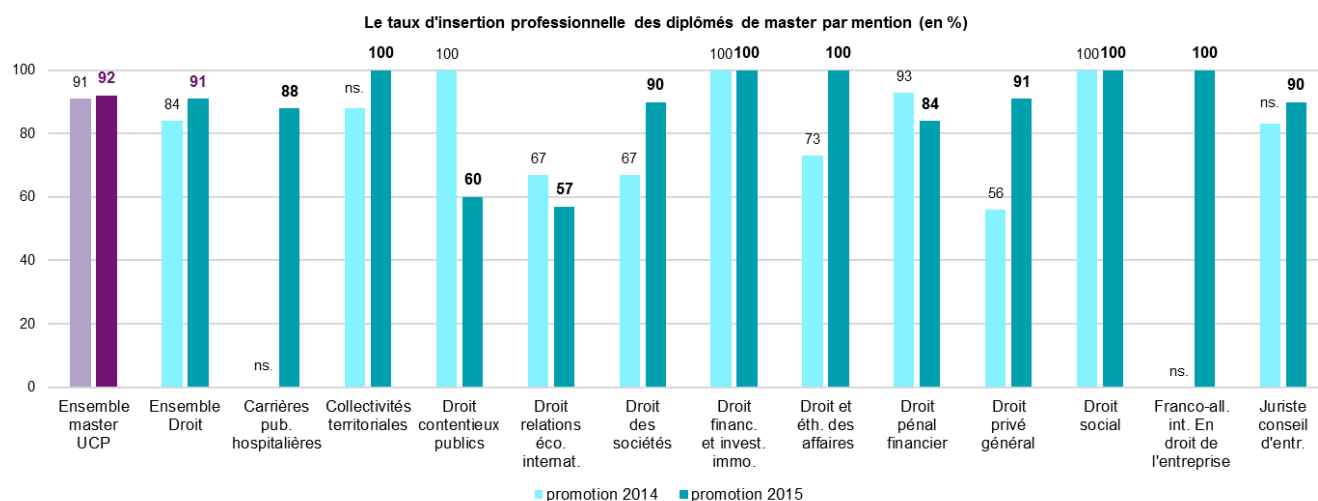
## Composante : Droit

# L'insertion professionnelle des diplômés de master

Promotion 2015



### Une insertion professionnelle qui s'améliore



Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

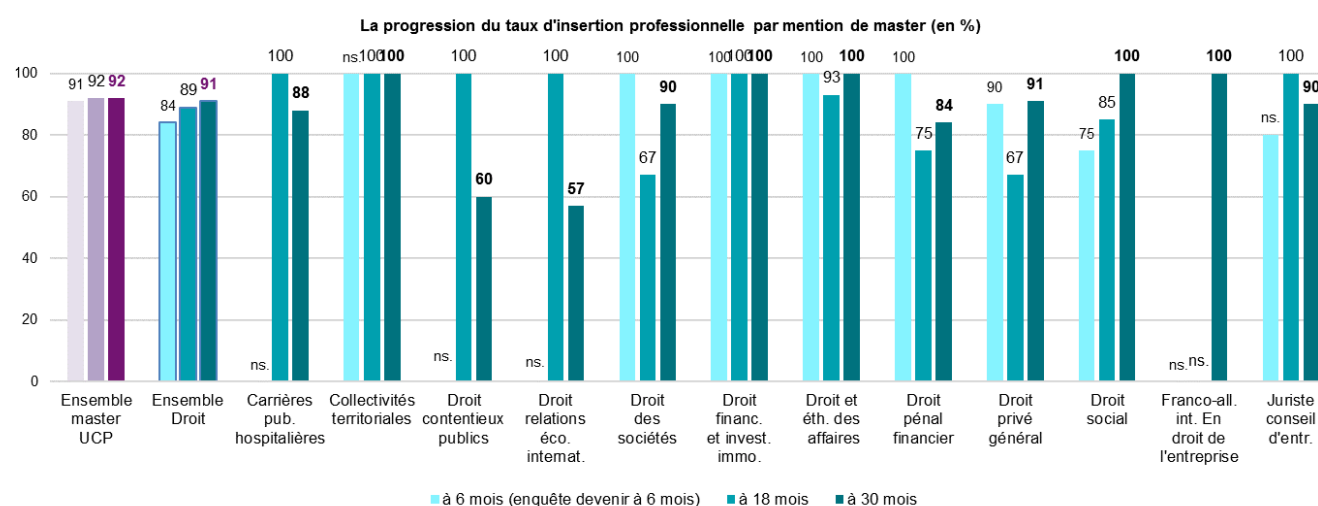
**Le taux d'insertion\*** rapporte le nombre de diplômés en emploi au nombre de diplômés en activité, c'est-à-dire en emploi ou en recherche d'emploi (population active). Il est le complément du taux de chômage.

La conjoncture joue favorablement. Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, le taux de chômage est en baisse en Ile-de-France (à 7,7 % contre 8,7 % en 2016) et parmi les jeunes de 15-24 ans (21,4 % contre 23,9 % en 2016).

Insee, 2018, taux de chômage au sens du BIT

**Lecture :** 30 mois après l'obtention de leur master Droit à l'UCP en 2015, 91 % des diplômés entrés dans la vie active sont en emploi. « Ns. » : résultats non significatif ou non disponible.

### Une insertion professionnelle progressive



Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

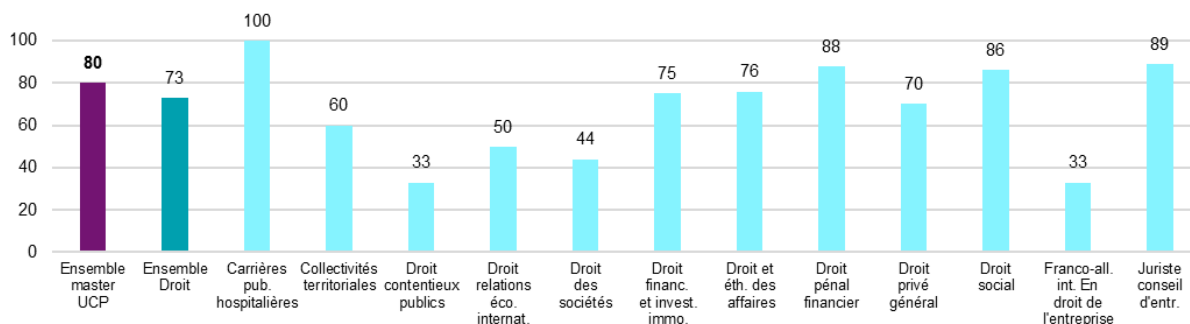
**En Droit, le taux d'insertion professionnelle est passé de 84 % à 6 mois, à 92 % à 30 mois.**

L'insertion professionnelle est un processus qui évolue dans les premières années d'entrée dans la vie active. Par la suite, la situation en emploi se stabilise durablement.

**Lecture :** 6 mois après l'obtention de leur master Droit à l'UCP en 2015, 84 % des diplômés entrés dans la vie active sont en emploi.

## 73 % d'emploi stable, mais une grande variabilité selon la mention

En emploi : taux d'emploi stable\* à 30 mois des titulaires de master de Droit par mention (en %)



L'emploi stable regroupe les contrats en CDI, les fonctionnaires ou travailleurs et travailleuses indépendantes.

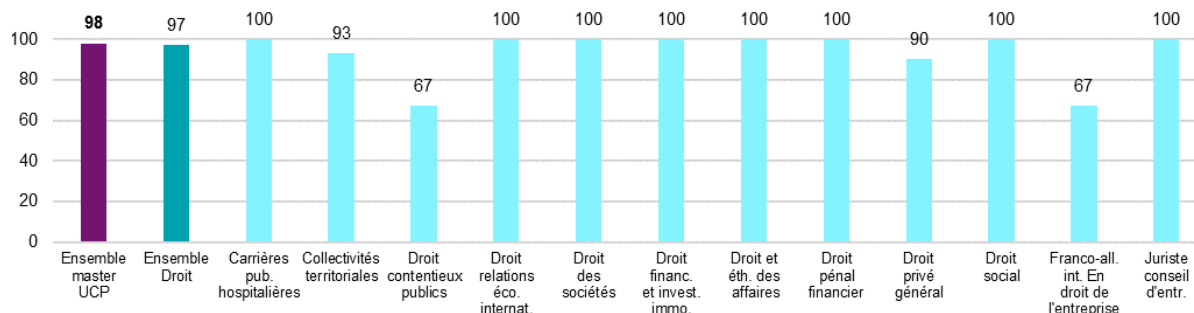
Si un tiers des diplômés en emploi de la mention « Droit des contentieux publics » ou « droit franco-allemand » sont en emploi stable, ce taux atteint 100 % pour la mention de « carrières publiques et hospitalières ».

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master en 2015, 80 % des diplômés en emploi occupent un emploi stable.

## Le temps plein est la norme pour 97 % des emplois

En emploi : taux d'emploi à temps plein à 30 mois des titulaires de master de Droit par mention (en %)



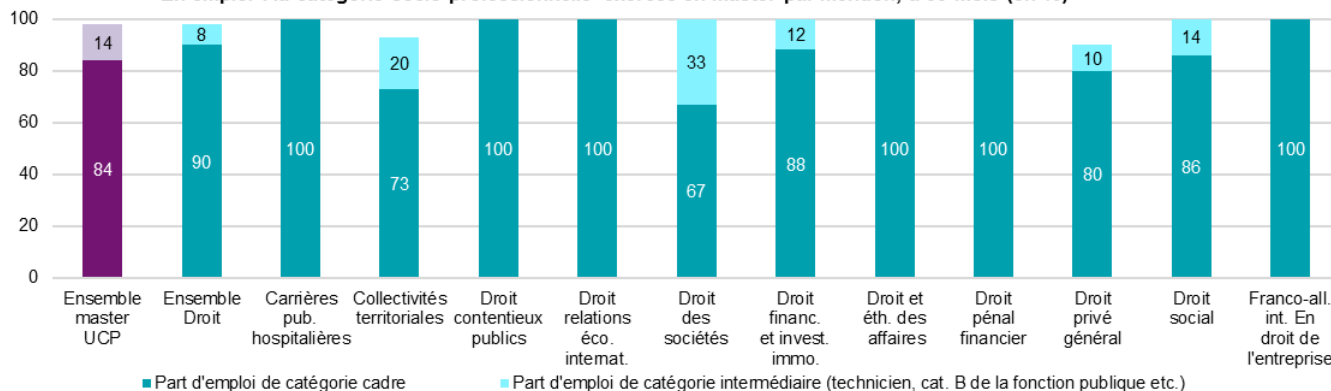
L'emploi à temps plein regroupe les déclarations d'emploi d'une quotité de travail hebdomadaire de 100 %.

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master en 2015, 97 % des diplômés en emploi de la composante Droit occupent un emploi à temps plein.

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

## 9 emplois sur 10 de catégorie cadre

En emploi : la catégorie socio-professionnelle exercée en master par mention, à 30 mois (en %)



Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés de master 2015 de l'UCP

La part d'emploi de catégorie cadre dépasse la moyenne une grande partie des mentions.

L'emploi de catégorie cadre ou de profession intermédiaire repose sur la déclaration du diplômé en emploi vis-à-vis de son niveau ou statut d'emploi (nomenclature PSC, INSEE).

Lecture : 90 % des diplômés en emploi occupent un emploi de niveau cadre, 30 mois après l'obtention de leur master dans la composante Droit en 2015.

## Le salaire net médian à temps plein est de 2 190 euros par mois

Diplôme	Salaire net médian mensuel à temps plein (en €)	Salaire brut médian annuel à temps plein (en €)
<b>Ensemble master UCP</b>	<b>2 200</b>	<b>34 300</b>
<b>Master Droit</b>	<b>2 190</b>	<b>34 200</b>
Droit pénal financier	3 250	50 700
Droit & éthique des affaires	2 500	39 000
Droit des sociétés	1 900	29 600
Collectivités territoriales	2 110	32 900
Droit social	2 180	34 000
Droit privé général	1 950	30 400
Droit relations éco. Inter.	ns.	ns.
Droit du fin. et des invest. Immo.	2 170	33 800
Juriste conseil d'entreprise	2 500	39 000
Droit contentieux publics	ns.	ns.
Carrières publiques hospitalières	2 350	36 600

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

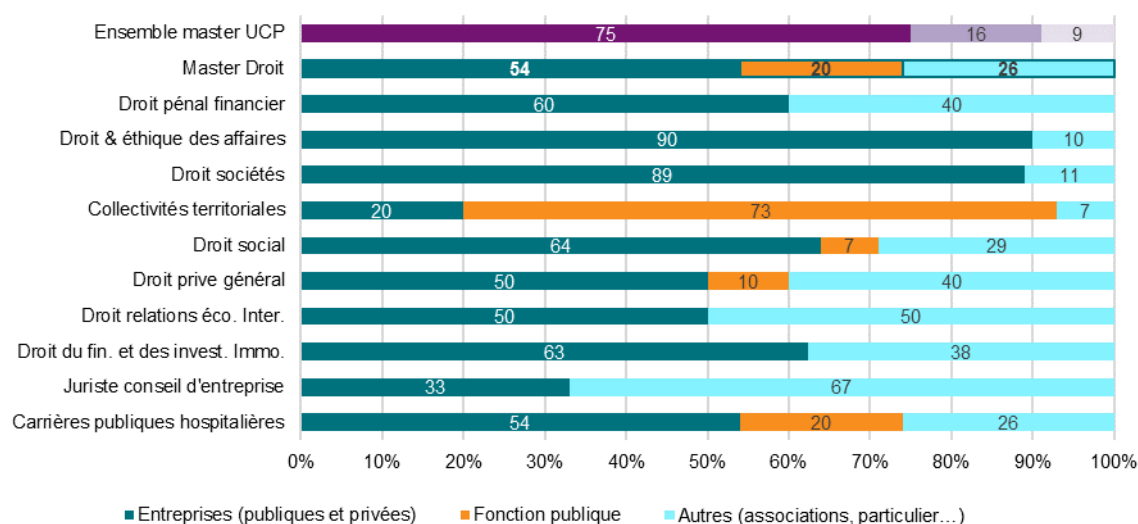
**Le salaire net mensuel médian** sépare la population considérée en deux parts égales. Ce montant est donné en « net » car cet élément est davantage connu de la plupart des diplômés en emploi.

**Les écarts salariaux entre mention sont importants. L'écart extrême atteint 1 350 euros** entre les diplômés de « droit des sociétés » (1 900 euros) et « droit pénal financier » (3 250 euros).

Lecture : **la moitié des diplômés de master ont un salaire net mensuel supérieur à 2 190 € et l'autre moitié ont un salaire net mensuel inférieur à 2 190 €.**

## La majorité des emplois sont exercés au sein d'une entreprise

En emploi : répartition des employeurs par mention de master, à 30 mois (en %)



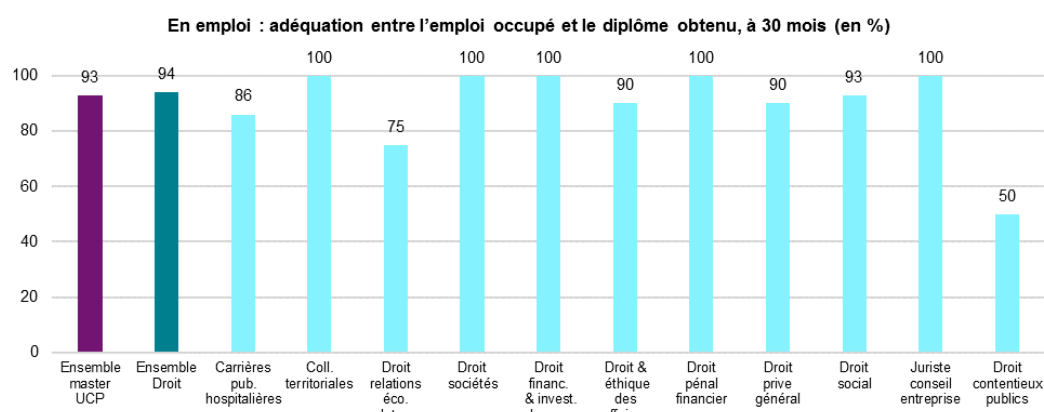
Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

En Droit, plus de la moitié des diplômés en emploi travaillent au sein d'une entreprise privée ou publique. Avec toutefois des exceptions selon les mentions, les emplois occupés sont majoritairement parmi la Fonction publique pour la mention « collectivités territoriales » et parmi les autres types d'employeur comme les associations ou les professions libérales pour la mention « juriste conseil d'entreprise ».

**Les difficultés d'insertion rencontrées proviennent pour partie du fonctionnement et des segmentations du marché du travail. Les conditions d'emploi sont corrélées au type d'employeur, au secteur d'activité et au bassin d'emploi.**

Lecture : **30 mois après l'obtention de leur master en 2015, 54 % des diplômés en emploi travaillent au sein d'une entreprise.**

## Sentiment d'adéquation entre l'emploi occupé et le diplôme

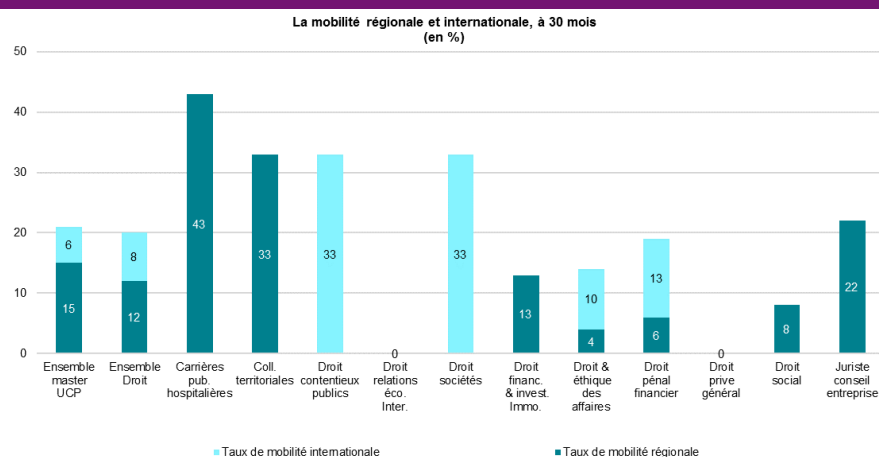


L'adéquation emploi / diplôme est définie par le diplômé ou la diplômée via une échelle d'attitude.

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master de Droit en 2015, 94 % des diplômés en emploi déclarent que l'emploi occupé est en adéquation avec leur projet professionnel.

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés de master 2015 de l'UCP

## La mobilité géographique



La mobilité est un phénomène renforcé mais qui reste minoritaire pour les universités franciliennes du fait de la présence du bassin d'emploi parisien.

Le taux de mobilité interrégionale et internationale est nul pour les mentions « Droit privé général » et « Droit des relations économiques internationales ».

La mobilité internationale ne concerne qu'une minorité de diplômés mais une proportion plus marquée pour deux mentions avec un tiers des diplômés (« Droit des contentieux publics » et « Droit des sociétés »).

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

## Présentation de l'enquête UCP et méthodologie

Chaque année, l'Observatoire de la Vie Étudiante (OVE) réalise des enquêtes sur l'insertion professionnelle auprès des diplômés de l'université à 6, 18 et 30 mois après l'obtention du diplôme. L'enquête à 30 mois s'inscrit dans un dispositif d'enquêtes, coordonné par le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche et de l'Innovation administré par l'OVE.

Les résultats présentés ci-dessous concernent l'ensemble des diplômés de l'UCP, quels que soient leur profil socio-démographique ou leur parcours universitaire. L'exhaustivité du champ d'enquête induit certes une hétérogénéité des résultats mais permet de produire une information complète. Pour la composante Droit, l'ensemble des mentions/parcours ont été enquêtés. Par convention statistique, l'OVE publie uniquement des résultats pour les mentions/parcours qui atteignent un taux de réponse minimum de 50 % et pour un effectif de répondants supérieur à 3.

Diplôme	Effectif de diplômés	Taux de réponse à l'enquête	Part de femmes / Répondants
<b>Master Droit</b>	<b>229</b>	<b>71 %</b>	<b>71 %</b>
Carrières publiques hospitalières	11	82 %	78 %
Collectivités territoriales et politiques publiques	23	74 %	65 %
Droit des contentieux publics	8	75 %	67 %
Droit des relations économiques internationales	10	70 %	71 %
Droit des sociétés	20	75 %	67 %
Droit du financement et des investissements immobiliers	10	80 %	88 %
Droit et éthique des affaires	31	77 %	54 %
<i>Droit français et européen enseigné en anglais (résultats non diffusables)</i>	9	11 %	100 %
Droit pénal financier	28	79 %	73 %
Droit privé général	23	65 %	80 %
Droit social	25	72 %	72 %
<i>Intégré franco-allemand en droit de l'entreprise (résultats non diffusables)</i>	11	55 %	67 %
Juriste conseil d'entreprise	20	75 %	87 %

Champ UCP : ensemble des diplômés de master, dans le cadre de l'enquête 2017 sur l'insertion professionnelle de la promotion 2015